

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving - PWGSC

Voir dans le document/

See herein

NA

Quebec

NA

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

TPSGC/PWGSC

1550 Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

Title - Sujet Services d'affrètement et soutien	
Solicitation No. - N° de l'invitation F3059-190020/B	Date 2020-11-05
Client Reference No. - N° de référence du client F3059-190020	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$QCV-022-18026
File No. - N° de dossier QCV-9-42124 (022)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2020-11-23 Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée Voir doc.	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brunet, Luc	Buyer Id - Id de l'acheteur qcv022
Telephone No. - N° de téléphone (514)602-2408 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES PECHEES ET DES OCEANS TBD (Upon implementation of contract for Standing Offer)	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE.....	3
1.3 EXIGENCES DE SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	14
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	14
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE M9015T	14
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	14
A. OFFRE À COMMANDES	14
7.1 OFFRE.....	14
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	15
7.5 RESPONSABLES	15
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	16
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS.....	16
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES.....	17
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	17
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	17
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	17
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	18
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
7.14 LOIS APPLICABLES	19
7.15 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	19

B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	20
7.3	DURÉE DU CONTRAT	20
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	20
7.5	PAIEMENT.....	20
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	21
7.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	22
7.8	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	24
	ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	25
	ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT.....	38
	ANNEXE « C » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	45
	ANNEXE « D » - CRITÈRES OBLIGATOIRES ET ÉVALUATION DES OFFRES	46
	ANNEXE « E » - RAPPORT DE POSITION ET MESSAGES OPÉRATIONNELS	56
	ANNEXE « F » - EXIGENCES DES RAPPORTS	66
	ANNEXE « G » - LISTE COMPLÈTE DE CHAQUE INDIVIDU QUI SONT ADMINISTRATEURS ACTUELS ET OU PROPRIÉTAIRE	67

Cette demande d'offre à commandes annule et remplace la demande d'offre à commandes numéro F3059-190020/A, datée du 2020/07/15, dont la date de clôture était le 2020/09/23, à 14:00 Heure avancée de l'Est (HAE). Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux offrants qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande d'offre à commandes précédente.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, les exigences en matière d'assurance, l'évaluation technique - les critères obligatoires et le plan d'évaluation, les rapports de position et messages opérationnel, les exigences en matière de rapports, ainsi qu'une liste complète chaque individu qui est actuellement directeur et/ou propriétaire de l'Offrant.

1.2 Sommaire

La Garde côtière canadienne (GCC), la région du Centre et la région de l'Atlantique, souhaitent établir une offre à commandes pour la prestation de services immédiats afin de répondre à des besoins spécifiques sur une base temporaire et occasionnelle, en particulier pendant les périodes de demande inhabituellement accrue causée par des circonstances météorologiques imprévues, une persistance des glaces plus importante ou d'autres urgences dans les secteurs du Saint-Laurent (SL) et des Grands Lacs (GL).

Le secteur SL comprend différentes zones et zones d'action - Matane, Rimouski, Cacouna, Québec, Trois-Rivières, Montréal, Voie maritime du Saint-Laurent (section MLO), ainsi que la Baie des Chaleurs (pour l'Atlantique et C&A).

Le secteur GL comprend le canal Welland, le lac Érié et toutes les régions voisines, la rivière Detroit, le lac St Clair, la rivière St Clair, Windsor, Sarnia, le lac Huron, la baie Georgienne, la rivière St Mary, Sault St Mary, la baie Whitefish, le lac Supérieur, Thunder Bay et toutes les proximités et les ports entourant ces zones.

Le Canada pourrait émettre une (1), mais idéalement deux (2) offres à commandes (OC) par zone. Dans un tel cas, la répartition sera de 70% de la valeur annuelle estimée du marché dans ladite zone au plus bas soumissionnaire, et de 30% au 2e plus bas soumissionnaire. À noter que chaque demande par la Garde côtière au plus bas soumissionnaire sera comptabilisée, et ce, même si ce prestataire de service n'est pas disponible au moment des besoins de la Garde côtière, faisant en sorte de passer à ce moment au deuxième plus bas soumissionnaire dans le cadre du calcul de l'utilisation des offres à commandes par la Garde côtière canadienne.

Ce besoin est soumis à l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) et est sujet à une préférence et limité pour les services canadiens.

Les commandes subséquentes à cette offre à commandes peuvent être passées à partir de la date d'émission de l'offre à commandes jusqu'au 5 octobre 2021.

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant convient de prolonger son offre pour deux périodes additionnelles d'un an chacune, du 6 octobre 2021 au 5 octobre 2022 et du 6 octobre 2022 au 5 octobre, 2023, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin.

1.2.1 Connection Postel

La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.2.2 Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)

[Définition du contenu canadien \(2018-12-06\) A3050T](#)

[Attestation du contenu canadien \(2008-05-12\) M3060C](#)

[Attestation du contenu canadien \(2018-12-06\) M3061T](#)

1.3 Exigences de sécurité

Aucune exigence de sécurité n'est associée à cette demande.

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans [le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les Offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande d'offre à commandes. Les offrants doivent acheminer leur offre en utilisant le service Connexion Postel. Il faut noter que l'adresse courriel indiquée ne peut pas servir à envoyer une offre électronique. Il faut écrire à cette adresse pour amorcer la démarche menant à l'envoi de l'offre électronique, notamment pour obtenir le lien vers le portail de transmission sécurisé, en ligne de Postes Canada, Connexion Postel.

Les coordonnées sont les suivantes :

TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

(Ne pas envoyer de soumission directement)

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour initier une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.»

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les

renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

un individu;

un individu qui s'est incorporé;

une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 7 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

- Dans leur offre technique, les offrants devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande d'offre à commandes et expliquer comment ils répondront à ces exigences.
- L'Offre technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande. Afin de faciliter l'évaluation de l'offre, le Canada demande que les offrants reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les

offrants peuvent faire référence à différentes sections de leur offre en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

(c) Les offrants doivent remplir l'annexe B en format électronique et remplir un prix par heure pour chacune des régions applicables.

(d) Les offrants doivent utiliser l'annexe D - ÉVALUATION TECHNIQUE - CRITÈRES OBLIGATOIRES ET PLAN D'ÉVALUATION et inscrire les réponses dans les tableaux applicables.

(e) Les critères techniques obligatoires sont détaillés dans les annexes A et D.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B- Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures – offre

Si vous êtes prêt à accepter le paiement des factures par des instruments de paiement électronique, remplissez la section B.7.5.4 Instruments de paiement électronique, pour identifier ceux qui sont acceptés.

Si la section B.7.5.4 Instruments de paiement électronique n'est pas remplie, elle sera considérée comme si les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures. L'acceptation d'instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations et Renseignements supplémentaires

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Préalablement à l'émission d'une offre à commandes :

- a) Les offrants doivent fournir une liste de noms de tous les propriétaires et/ou dirigeants et toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006. Voir Annexe « G »

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues

seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les offrants doivent démontrer qu'ils peuvent fournir les services. Les offrants doivent compléter et fournir tous les documents et renseignements demandés à l'annexe A Critères obligatoires et Plan d'évaluation.

L'offre doit répondre aux critères techniques obligatoires présentés à l'Annexe A et précisés à l'Annexe D. Les offrants doivent fournir la documentation nécessaire pour assurer la conformité à cette exigence. Les offrants doivent traiter suffisamment en détail chaque exigence afin de permettre une analyse complète de la part de l'équipe d'évaluation. Les offres qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non-recevables. Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

4.1.2 Liste des exigences obligatoires à rencontrer à la fermeture de la demande d'offre à commandes

Nonobstant les exigences touchant les livrables mentionnés ailleurs dans cette demande d'Offre à commandes et dans ses spécifications techniques connexes, voici les seuls livrables obligatoires qui doivent être présentés avec les documents de l'offre au moment de la fermeture de la demande d'offres à commandes. Les éléments suivants sont obligatoires et l'offrant doit présenter chacun d'eux pour que son offre soit jugée recevable.

Éléments	Description	Références fournies et jointes
1	Offre du fournisseur (préférentiellement signée)	
2	Annexe B – Base de paiement dûment remplie avec taux horaire selon la région où les services sont offerts. L'offrant doit utiliser ces documents pour faire le dépôt de son offre financière. Les quantités d'heures estimées à l'annexe B, sont fournies par le Canada à titre d'exemple pour l'évaluation financière seulement.	

4.2 Autres exigences sur demande seulement

Les renseignements suivants qui viennent en appui à l'offre peuvent être demandés par l'autorité contractante à l'offrant et doivent être fournis dans les trois (3) jours ouvrables après une demande écrite à cet effet:

Éléments	Description	Références techniques à fournir - Indiquer le numéro de la page de l'offre du prestataire de services
1	Attestation du contenu canadien	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
2	Annexe D – Critères obligatoires et évaluation des offres : voir les exigences ci-dessous :	

3	Expérience de l'offrant : L'offrant doit remplir-et fournir les tableaux 1 et 2. Un tableau par projet et par type de service.	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
4	Certification : L'offrant doit remplir et fournir le tableau 3 et fournir une copie de chaque certificat applicable.	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
5	Capacité des navires : L'offrant doit remplir et fournir le tableau 4. Un tableau par navire.	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
6	Qualifications de l'équipage : L'offrant doit remplir et fournir le tableau 5.	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
7	Annexe G – liste complète de chaque individu qui sont administrateurs actuels et ou propriétaire	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande
8	Programme de santé et sécurité : L'offrant doit fournir un programme de santé et sécurité pour les activités applicables dans cette offre à commandes.	dans les trois (3) jours ouvrables après une demande

4.2.1 Évaluation financière

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2016-01-28), Évaluation du Prix-Soumission

Les offrants doivent soumettre leur offre financière en conformité avec l'Annexe B. Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables.

4.2.2 Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à toutes les exigences obligatoires listées au point **4.1.2 Liste des exigences obligatoires à rencontrer à la fermeture de la demande d'offre à commandes**. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas ainsi que la deuxième offre recevable avec le prix évalué le plus bas, rencontrant tous les critères techniques obligatoires, seront recommandés pour l'émission d'une offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que:

() le (s) service (s) offert (s) est (sont) un service canadien tel que défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

5.2.3.1 **Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)** [A3050T](#), Définition du Contenu Canadien, 2018-12-06

Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) [M3061T](#), Certification de Contenu canadien, 2018-12-06

5.3 Statut et disponibilité du personnel [M3020T](#)

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité.

Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne contient aucune exigence en matière de sécurité.

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2011-05-16) Capacité financière

6.3 Exigences en matière d'assurance [M9015T](#)

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données

doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée annexe F. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres:

- premier semestre : du 1er décembre au 30 mai;
- deuxième semestre : du 1er juin au 30 novembre

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus _____(sera complété pour l'adjudication) **au 5 octobre 2021 inclusivement.**

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes additionnelles d'une année chacune, à partir du **6 octobre 2021 au 5 octobre 2022 et du 6 octobre 2022 au 5 octobre 2023**, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

2.1 Tous les prix unitaires tel qu'il est indiqué dans l'offre à commandes ou modifié conformément aux conditions définies dans l'offre à commandes, sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour le lieu d'affaire de l'offrant et calculé pour les douze mois qui précèdent l'avis de renouvellement de la période de prolongation.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Luc Brunet
Spécialiste de l'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Région du Québec - Division marine

Place Bonaventure,

800 de la Gauchetière Ouest, suite 7300

Portail sud-ouest

Montréal, Québec H5A 1L6

Telephone 514-602-2408

Luc.Brunet@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (sera rempli à l'adjudication)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Le représentant de l'offrant pour l'offre à commandes est : (sera rempli à l'adjudication)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Ministère des Pêches et des Océans/Garde côtière canadienne Région du Centre.

7.8 Procédures pour les commandes

Le cas échéant, les utilisateurs identifiés utiliseront le formulaire spécifié dans l'offre à commandes pour commander des biens, des services ou les deux. Les biens, services ou les deux peuvent également être commandés par d'autres méthodes telles que téléphone, télécopie ou moyens électroniques. À l'exception des commandes subséquentes payées avec une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit), les commandes subséquentes faites par téléphone doivent être confirmées par écrit sur le document spécifié dans l'offre à commandes.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **250 000,00\$** (taxes applicables incluses).

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes excédant ce montant doivent être approuvées par le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **5 000 000,00\$**, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du

responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2020-05-28);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
- h) l'Annexe « D » Évaluation technique - Critères obligatoires et plan d'évaluation
- i) l'Annexe « E » Rapports de position opérationnelle du mess
- j) l'Annexe « F » Exigences de rapport
- k) l'Annexe « G » LISTE COMPLÈTE DE CHAQUE INDIVIDU qui est actuellement ADMINISTRATEUR ET ou propriétaire du soumissionnaire
- h) l'offre de l'offrant en date du _____.

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13.2 Clauses du *Guide des CCUA*

État de la disponibilité des ressources - offre à commandes

Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'offrant n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne nommée dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant possédant des qualifications et une expérience similaires. L'offrant doit informer le responsable de l'offre à commandes de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de la présente clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme indépendantes de la volonté de l'offrant: décès, maladie, congé de maternité et parental, retraite, démission, licenciement pour cause ou résiliation d'un accord pour manquement

Si l'offrant n'est pas en mesure de fournir un remplaçant ayant des qualifications et une expérience similaires, le Canada peut annuler l'offre à commandes.

Attestation du contenu canadien, M3060C, 2008-05-12

1. L'offrant déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'offrant est exacte et complète et que les biens, les services ou les deux devant être fournis conformément à toute commande subséquente à l'offre à commandes sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
2. L'offrant doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des biens, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite du responsable de l'offre à commandes, l'offrant ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu de l'offre à commandes. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'offrant doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.
3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes.

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période de l'offre à commandes

Les travaux doivent être réalisés durant la période indiquée dans la commande subséquente de l'offre à commande.

7.3.2 Option de prolongation de l'offre à commandes

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat jusqu'à deux période (s) supplémentaire (s) d'un an chacune dans les mêmes conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la période de prolongation du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables énoncées dans la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à tout moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'option ne peut être exercée que par l'autorité contractante, et sera attestée à des fins administratives seulement, par le biais d'une modification au contrat.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe 'B' Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus, si applicables.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme indiquée dans la commande subséquente. Les droits de douane inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera

autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
- b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

7.5.3 Paiements multiples (2008-05-12) H1001C

Le Canada paiera l'entrepreneur à l'achèvement et à la livraison des unités conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

- a. une facture exacte et complète et tout autre document requis par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation fournies dans le contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

Moyen	Instruments de paiement électronique	Oui / Non
a.	Carte d'achat Visa	
b.	Carte d'achat MasterCard	
c.	Dépôt direct (national et international)	
d.	Échange de données informatisées (EDI)	
e.	Virement télégraphique (international seulement)	

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Un rapport de réparation devra être fourni avec chaque facture. Le rapport devra contenir les renseignements suivants:

- a. Chaque demande doit présenter :
- b. toute l'information exigée sur le formulaire 942;
- c. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales;

- d. la description de l'étape facturée, s'il y a lieu.
- e. La ventilation des frais de main-d'œuvre et de matériel, s'il y a des suppléments.

Deux exemplaires du rapport seront requis et devront être soumis à l'utilisateur désigné.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

Attention: [REDACTED] (sera complété à l'octroi)

DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca

- a) Une copie électronique de la facture doit être envoyée à:

Luc.brunet@tpsgc-pwgsc.gc.ca

7.7 Exigences en matière d'assurance

Clauses du *Guide des CCUA* **G1001C**, 2013-11-06, Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

G5003C (2018-06-21) Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.

3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

« Assuré additionnel désigné : Le Canada est désigné comme assuré additionnel désigné, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat. »

Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par _____ (**insérer le nom du ministère**) et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.

Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

7.8 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 OBJECTIF

La Garde côtière canadienne (GCC), région du Centre (C) et région de l'Atlantique, souhaitent établir une offre à commandes (OC) pour la prestation de services immédiats afin de répondre à des besoins spécifiques sur une base temporaire et occasionnelle, en particulier pendant les périodes de demande exceptionnellement accrue causée par des circonstances météorologiques imprévues, une plus grande persistance des glaces ou d'autres urgences de ce type dans les secteurs du Saint-Laurent (SL) et des Grands Lacs (GL). Le secteur SL comprend différentes Zones et domaines d'action - Matane, Rimouski, Cacouna, Québec, Trois-Rivières, Montréal, Voie maritime du Saint-Laurent (section Montréal jusqu'au Lac Ontario – section MLO), ainsi que la Baie des Chaleurs (pour l'Atlantique et le Centre). Le secteur GL comprend le canal Welland, le lac Érié et tous les alentours, la rivière Detroit, le lac Sainte-Claire, la rivière Sainte-Claire, Windsor, Sarnia, le lac Huron, la baie Georgienne, la rivière Sainte-Marie, Sault Sainte-Marie, Whitefish Bay, le lac Supérieur, Thunder Bay et tous les alentours et les ports entourant ces zones, comme indiqué et détaillé à la section 6.

2.0 CONTEXTE

La GCC est un organisme de service spécial au sein du ministère des Pêches et Océans Canada. Elle possède et exploite une flotte de navires conçus pour accomplir divers types de missions. Les responsabilités de la GCC comprennent la prestation de services d'aides à la navigation, de services de communication et de gestion du trafic maritime, de services de déglacage et de gestion des glaces, d'entretien des chenaux, de recherche et de sauvetage en mer, d'intervention en cas de pollution marine et de soutien aux autres ministères, conseils et organismes gouvernementaux en leur fournissant des navires, des aéronefs et d'autres services. La GCC doit être prête à intervenir à temps et de manière efficace, avec un plan de gestion des interventions pour faire face rapidement aux situations dans lesquelles les ressources de la GCC ne sont pas disponibles ou suffisantes. Par conséquent, dans des circonstances extrêmes, la GCC peut demander le soutien de l'industrie pour lui permettre de garantir la prestation de services maritimes clés aux Canadiens avec ponctualité.

Depuis l'hiver 2017-2018, le Canada a piloté avec succès des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) pour les services de navigation comme nouvel outil accessible à la Garde côtière afin d'alléger les pressions causées par des circonstances météorologiques exceptionnelles, des conditions de glace plus difficiles, ainsi que d'autres situations urgences. Ce processus a été utilisé à la suite d'une redéfinition des priorités d'utilisation des ressources disponible conjointement entre les deux régions, la redistribution des ressources d'une région à l'autre et le développement d'une approche zonale, ce qui a permis d'affecter les meilleures ressources à une tâche hautement prioritaire dans l'est du Canada, indépendamment de leur port d'attache.

Dans le cadre des récentes annonces, la Garde côtière va acquérir 16 nouveaux navires polyvalents et 2 navires de patrouille hauturière pour l'Arctique. Tout en maintenant actif les AMA déjà en place ou en cours, la Garde côtière souhaite créer un nouvel outil pour soutenir ses activités. Les entreprises qualifiées pourront fournir des services de déglacage et d'aide à la navigation pendant de courtes périodes grâce à une offre à commandes permettant de mettre à disposition davantage de ressources dans les zones d'opérations des Grands Lacs, du fleuve Saint-Laurent et du Golfe.

3.0 DOCUMENTS ET RÉFÉRENCES

3.1 L'offrant (prestataire de services) doit posséder et conserver les documents suivants pendant toute la durée de validité de l'offre à commandes (OC) :

- a) Certificat d'inspection de Transports Canada pour les navires utilisés
- b) Certificat de contrôle des appareils de levage
- c) Certificat d'aptitude à la navigation dans les eaux et les zones faisant l'objet des services à fournir

- d) Certificat de conformité au code international de gestion de la sécurité (ISM)
- e) Certificat pour remorqueur de Transports Canada
- f) Certificat de santé et de sécurité et au travail de la Provence où le travail est effectué
- g) Certificat / licence d'opérateur radio
- h) DGPS

3.2 La présente offre à commandes est assujettie, sans être limitée, aux règlements suivants :

- a) Règlement sur les abordages (C.R.C., ch. 1416)
- b) Règlement sur le personnel maritime (DORS/2007-115)
- c) Règlement relatif à la navigation dans les ports naturels et les ports aménagés et à leur utilisation (DORS/2005-73)
- d) Règlement sur la construction des coques
- e) Règlement sur l'outillage de chargement (C.R.C., ch. 1494)
- f) Règlement sur les petits bâtiments (DORS/2010-91)
- g) Normes de construction des petits bâtiments TP 1332 E
- h) Règlement sur la sécurité de la navigation (DORS/2005-134)
- i) Règlement sur la santé et la sécurité au travail en mer (DORS/2010-120)
- j) Loi sur la marine marchande du Canada, 2001
- k) Toute autre réglementation applicable au type de navires utilisés et voyages effectués

3.3 Autres références à l'appui des travaux à effectuer pour le présent énoncé de besoins.

- a) Directive 2-2400 de la GCC sur les aides à la navigation
- b) Manuel de sécurité de la flotte (FSM) 7.D.2 de la GCC - Aides maritimes aux opérations de navigation
- c) Directive sur les opérations de déglacage de la GCC - 1. Prestation de services de déglacage et de dégagement des ports)
- d) Navigation dans les glaces de la GCC dans les eaux canadiennes
- e) Navigation hivernale sur le fleuve et le golfe du Saint-Laurent TP 14335

3.4 Les offrants se conforment aux lois et règlements des eaux canadiennes dans l'accomplissement de la tâche faisant l'objet de la présente offre à commandes.

4.0 PORTÉE

L'objectif de cette offre à commandes est de répondre à des besoins immédiats à court terme dans différentes zones des secteurs du Saint-Laurent, des Grands Lacs et de la Baie des Chaleurs. La demande de service sera d'une durée de quelques heures à quelques jours seulement, certaines zones pouvant également nécessiter une "disponibilité sur appel" (on-call standby) en raison des besoins spécifiques pour répondre rapidement (tel que défini dans la section 7 Niveaux de service de la GCC) aux besoins de services maritimes. L'objectif n'est pas de remplacer les services fournis par la GCC, mais de combler les lacunes découlant d'événements imprévus, par exemple des conditions hivernales qui nécessitent que les navires de la GCC interviennent à de nombreux endroits.

Cette offre à commandes est structurée de manière à ce que la flotte de la GCC de la région du Centre ait une liste d'offrants pour la prestation de services spécifiques (voir ci-dessous) dans des secteurs spécifiques de la région (voir section 6). Ainsi, la répartition du travail sera basée par secteur, par zone et ensuite par tâches, pour lesquelles l'offrant devra effectuer une tâche dans un secteur et/ou une zone donné. L'offrant, ses navires et ses équipages doivent faire tous les efforts nécessaires pour fournir les niveaux de service d'intervention définis plus loin dans ce document.

Les différents types de services sont énumérés ici et mieux définis dans la section 9 du présent document, qui variera en fonction des besoins de chaque secteur ou zone (définis dans la section 6 ci-dessous) :

- a) Déglçage, navigation dans les glaces, escorte de navires, entretien des voies et contrôle des inondations
- b) Déglçage, Assistance aux navires coincés dans les glaces (l'assistance aux navires exclut le remorquage), Déglçage des ports et Déglçage printanier
- c) Remorquage de bouées qui sont à la dérive, hors position et/ou qui constituent un danger à la navigation.

5.0 OBLIGATIONS DE L'OFFRANT

5.1 Au dépôt de l'offre, L'offrant devra soumettre et tenir à jour une liste de navires et de capitaines de ces navires qu'il a l'intention d'utiliser dans le cadre de la présente offre à commandes. Cette liste sera mise à jour et fournie au Canada en octobre et en janvier de chaque année. Les ressources (navires et capitaines de navires) figurant sur cette liste serviront à la qualification initiale conformément à l'annexe

Critères obligatoires et évaluation des propositions

5.2 En outre, nonobstant la liste fournie au point 5.1 ci-dessus, l'offrant devra fournir les caractéristiques et les certifications des navires et des capitaines de navire au représentant de la GCC avant l'affectation prévue détaillée au formulaire 942 de TPSGC. L'offrant devra fournir les certificats demandés et applicables avant la mise en service de ce navire.

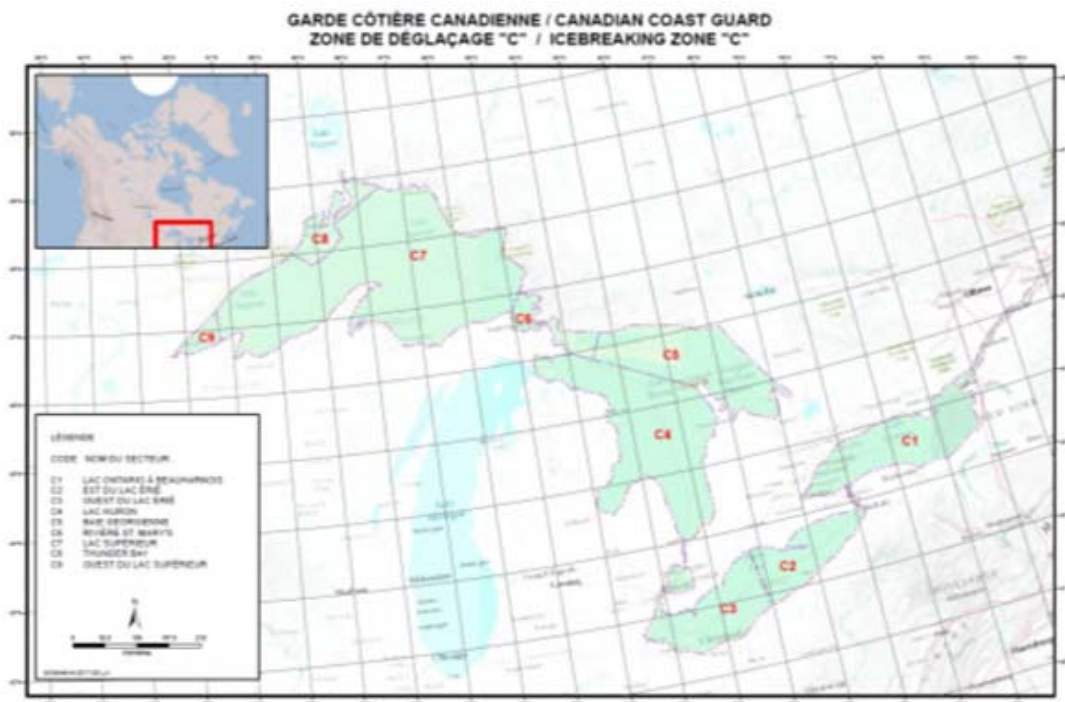
5.3 Le navire et son équipage doivent se conformer à toutes les normes et à tous les règlements canadiens en vigueur (voir également le paragraphe 3.2 ci-dessus).

6.0 SECTEURS/ZONES D'INTERVENTION

Les zones suivantes sont celles qui sont ciblées pour des prestations de services potentiels par l'offrant :

Le secteur des Grands Lacs comprend les zones suivantes :

- a) C01 Lac Ontario à Beauharnois - de l'écluse supérieure de Beauharnois à la baie de Quinte
- b) C02 Lac Érié Est Lac Érie Est - Port Colborne/Buffalo vers l'ouest jusqu'à Port Stanley
- c) C03 Lac Érié Ouest Port Stanley à Sarnia, y compris le passage Pelee, la rivière Detroit et la rivière St.
- d) C04 Lac Huron Goderich, Sarnia, Lac Huron
- e) C05 Georgian Bay Georgian et le chenal nord du lac Huron
- f) C06 Rivière St. Mary's Rivière St. Mary's, Récifs de détour vers Gros Cap Lt.
- g) C07 Lac Supérieur Tout le lac Supérieur à l'exception des ports de Thunder Bay et de Duluth
- h) C08 Thunder Bay Thunder Bay Harbour
- i) C09 Lac Supérieur Ouest Port de Duluth



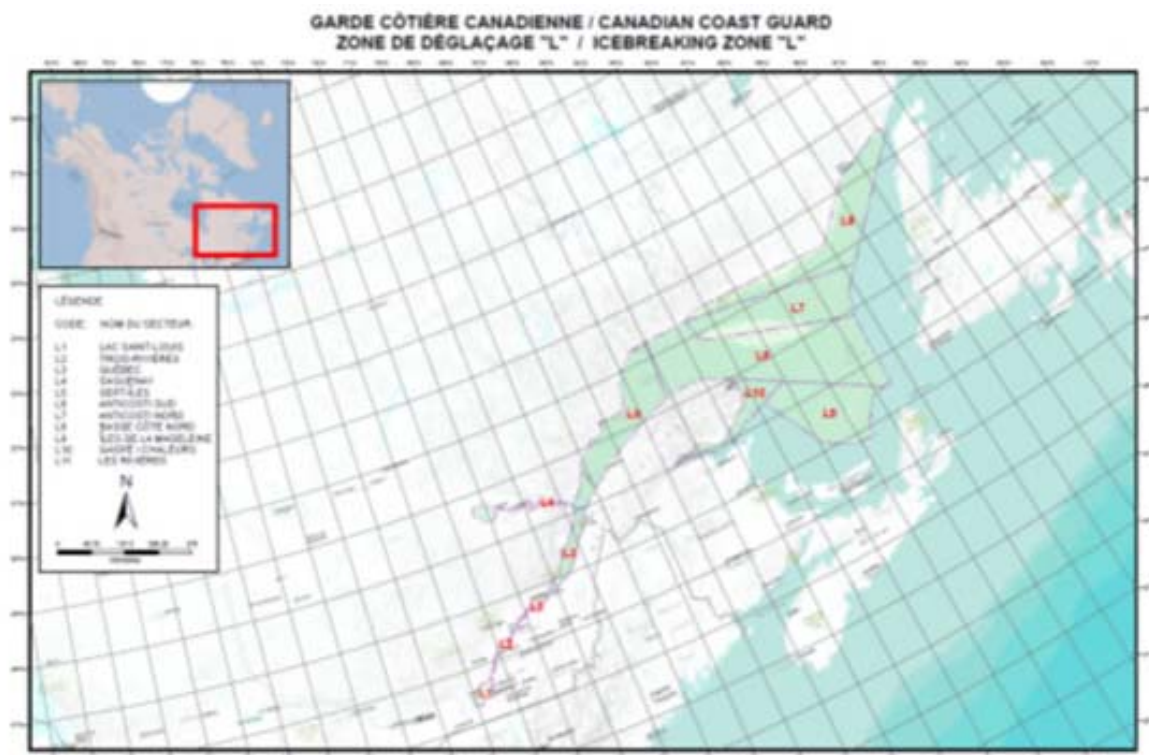
Le secteur du Saint-Laurent comprend les zones suivantes :

- a) L01 Lac St-Louis St-Lambert au canal de Beauharnois, y compris le canal de la rivière du Sud
- b) L02 Trois-Rivières Grondines à St-Lambert (Montréal)
- c) L03 Québec Ile Blanche à Grondines
- d) L04 Saguenay Bic à Ile Blanche y compris la rivière Saguenay
- e) L05 Sept-Îles 66°W à Bic
- f) L06 Anticosti Sud De 66°W à Pte à la Renommée à 47°38'N 60°35'W à 48°40'N 60°00'W à 49°52'N 64°31'W à 50°18'N 64°31'W à 48°40'N 60°00'W à 49°52'N 64°31'W à 50°18'N 64°31'W
- g) L07 Anticosti Nord De 50°18'N 64°13'W à 49°46'N 59°35'W à 51°11.8'N 57°07.5'W à la frontière Québec/Labrador
- h) L08 Basse Côte Nord De 50°18'N 64°13'W à 49°46'N 59°35'W à 51°11.8'N
- i) 57°07,5' ouest jusqu'à la frontière Québec/Labrador
- j) L09 Iles de la Madeleine De 48°13'14"N 63°47'33"W le long de la limite régionale à 47°38'N 60°35'W à 48°15'N 62°17'W à 48°13'14"N 63°47'33"W
- k) L10 Gaspé/Chaleurs De la rivière Restigouche vers l'est jusqu'à 48°13'14"N 64°25'22"W à 48°15'N 62°17'W à 49°00'N 64°24'W
- l) L11 Les rivières Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan

N° de l'invitation - Solicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS



Région Atlantique - Maritimes, Baie des Chaleurs : Ce secteur comprend une seule zone qui est M01 (partie sud de la Baie des Chaleurs entourée d'un cercle rouge ci-dessous) ; les autres zones sont gérées par la région Atlantique.

- a) M01 Baie des Chaleurs (sud) Dalhousie à Birch Point (partie sud)



- c) Zone de Montréal -
 - a. Déglacage - 5 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions saisonnières normales dans la zone
 - b. Placement, enlèvement et dépannage/entretien des bouées - 48 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions saisonnières normales dans la zone
- d) Zone de Trois-Rivières -
 - a. Déglacage - 5 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions météorologiques de Beaufort 4, en eau libre de glace
 - b. Placement, enlèvement et dépannage/entretien des bouées - 48 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions météorologiques de Beaufort 4, en eau libre de glace
- e) Zone Québec -
 - a. Déglacage - 5 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions météorologiques de Beaufort 4, en eau libre de glace
 - b. Placement, enlèvement et dépannage/entretien des bouées - 48 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions météorologiques de Beaufort 4, en eau libre de glace
- f) Nord du Golfe du Saint-Laurent -
 - a. Déglacage - 12 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions saisonnières normales dans la zone
 - b. Placement, enlèvement et dépannage/entretien des bouées - 48 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions saisonnières normales dans la zone
- g) Baie des Chaleurs -
 - a. Déglacage - 12 heures après la mobilisation de l'équipage et dans des conditions saisonnières normales dans la zone,
 - i. les ports de pêche 24 heures après l'appel, intervenir sur place dans des conditions saisonnières normales dans la zone
- h) Sud du Golfe du Saint-Laurent
 - a. Déglacage - 12 heures après l'appel, intervention sur place dans les conditions météorologiques de Beaufort 4 dans de l'eau glacée libre (moins 5/10 de couverture).

7.2 Disponibilité et préparation

Les services peuvent être demandés à tout moment (24 heures sur 24, 7 jours sur 7) par téléphone, courrier électronique ou communications par satellite (le cas échéant). Lorsque le service doit être fourni, il pourrait être requis du prestataire de services de se mobiliser à un niveau adéquat pour intervenir dans les délais de réponse définis au paragraphe 7.1.

Il est à noter que le Canada se réserve le droit d'accepter un délai de réponse plus long que ses niveaux de service stipulés ci-dessus.

L'offrant doit aviser un représentant de la GCC dès qu'il estime que le navire assigné ne pourra pas atteindre le niveau de service spécifié sur le formulaire 942 de TPSGC et doit fournir les motifs du retard, ainsi que des renseignements supplémentaires, tels que la nouvelle HAP et/ou des renseignements sur le navire de remplacement (s'il y a lieu). Le service doit être assuré par un équipage et un équipement répondant aux critères de qualification indiqués au paragraphe 8.

7.3 Communications

Les assignations approuvées seront acheminées via le Centre des Opérations Régionales (COR) ou sous un format réglementé via le centre de services de communication et de trafic maritimes (SCTM) le plus proche, selon l'emplacement du navire. Les navires assignés recevront un briefing complet sur les procédures de communication et l'enregistrement des données requises par la GCC.

7.4 Rapports

L'offrant, à qui un formulaire TPSGC 942 a été octroyé, devra fournir régulièrement des rapports de position et des mises à jour sur les progrès réalisés. Des instructions et la procédure concernant les rapports seront fournies dans l'énoncé des travaux lorsque la demande de service sera faite. Voir l'annexe E - **Rapport position Mess opérationnel - Position reporting** pour un exemple des renseignements qui doivent y être incorporés.

8.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DES NAVIRES (voir aussi les critères de qualification de l'annexe Critères obligatoires et évaluation de la proposition)

8.1 Les navires doivent répondre aux exigences suivantes :

- a) Le navire doit être certifié, exploité, équipé et entretenu conformément aux exigences du Règlement sur la sécurité maritime de Transports Canada pour la classification du voyage du navire pendant la durée de l'OC.
- b) Pour les services de déglçage (escorte, déglçage sous les ponts, déglçage des ports, entretien des bouées ou autres services),
 1. Pour les glaces de moins de 30 cm d'épaisseur, le navire doit pouvoir naviguer et travailler dans des eaux couvertes de glace et avoir une puissance minimale de 2500 kW (3350 CV).
 2. Pour les glaces d'une épaisseur égale ou supérieure à 30 cm, le navire doit pouvoir naviguer et travailler dans des eaux recouvertes de glace et avoir une puissance minimale de 3900 kW (5300 CV).
 3. L'offrant devra fournir la documentation qui démontre qu'un ou plusieurs navires certifiés pour la navigation dans les glaces seront disponibles dans le secteur désigné pour le service requis avant que le Canada ne confirme, au moyen du formulaire 942 de TPSGC, qu'il s'engage à effectuer des opérations de déglçage, pour fournir des services d'escorte, de déglçage des ports ou de contrôle des inondations. Les navires désignés doivent avoir la pleine capacité en termes de structure et de puissance motrice pour effectuer les travaux demandés.
- c) Pour l'entretien des aides à la navigation, le navire doit être en mesure d'effectuer le travail assigné sur l'aide à la navigation (bouée) en tout temps et dans différentes conditions météorologiques et glacielle.
- d) Le navire doit être certifié et conforme au Code ISM (Code international de gestion de la sécurité).
- e) Pour les services de remorquage, le navire doit être muni d'un certificat de conformité de remorqueur valide.

- f) L'offrant doit fournir au(x) navire(s) tout l'équipement nécessaire pour effectuer les tâches décrites dans la présente offre à commandes.
- g) En tout temps, le navire doit être équipé conformément au Règlement du personnel maritime et au Code STCW 95.
- h) Posséder l'équipement de communication nécessaire pour répondre aux exigences du Système mondial de gestion de la détresse et de la sécurité (SMDSM) pour la zone d'action ou le secteur assigné ;

8.1.1 Spécifications des aides à la navigation

Les conditions spécifiques suivantes devront être remplies pour pouvoir réaliser ce type de service :

- a) Les appareils de levage doivent être conformes au Règlement sur l'outillage de chargement. Ils doivent être utilisés dans leurs limites et conformément aux directives du fabricant.
 - a. Pour les travaux sur une bouée de trois (3) mètres, la hauteur libre minimale de la grue doit être de huit (8) mètres dans le but de sécuriser une bouée pour un entretien
- b) L'offrant doit fournir un équipement qualifié pour effectuer des travaux de balisage tels que définis dans la présente et conformément au Règlement du personnel maritime.
- c) L'offrant doit se conformer en tout temps au Règlement sur la santé et la sécurité au travail en mer.
- d) L'offrant doit fournir tel que stipulé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres et tenir à jour tout au long de la durée de l'offre à commandes, un programme de santé et de sécurité pour les activités applicables dans le cadre de la présente offre à commandes.
Le programme doit demeurer en vigueur pendant toute la durée de l'offre à commandes et respecter les exigences suivantes :
 - i. identifier les risques spécifiques à chaque catégorie de tâches à accomplir conformément à la section 4 ci-dessus, paragraphes a), b), c) et d) et les mesures préventives correspondantes
 - ii. indiquer qui est responsable de l'application des mesures préventives
 - iii. déterminer les modalités d'utilisation des équipements à bord du navire
 - iv. inclure la procédure à suivre en cas d'accident
- e) Le navire doit avoir la manœuvrabilité nécessaire pour maintenir sa position en toute sécurité lorsqu'il se trouve à proximité de dangers dans diverses conditions de mer, de courant, de marée et météorologique.

8.2 Les équipages doivent répondre aux exigences suivantes :

- a) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent être certifiés et maintenir leur certification conformément aux exigences de Transports Canada
- b) L'équipage du navire doit se conformer à la réglementation en vigueur (OMI, TC, CSA) et pour le service à fournir, le Capitaine doit avoir une expérience minimale de six mois d'expérience (consécutives ou non consécutives au cours des 5 dernières années) en tant que commandant d'un navire opérant dans les eaux couvertes de glace. Les opérations spécifiques aux opérations de déglacage dans les secteurs respectifs sont indiquées ci-dessous.

- c) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour réaliser le travail assigné doivent démontrer six mois de travail dans la zone (consécutif ou non consécutif au cours des 5 dernières années) une connaissance locale des zones où ils seront affectés
- d) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent démontrer six mois de travail dans la zone (consécutif ou non consécutif dans les 5 dernières années) une expérience de navigation dans les glaces
- e) Les équipages doivent être en mesure de maintenir une capacité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, lorsque le Canada en fait la demande dans le formulaire 942 de TPSGC.

9.0 TYPES DE SERVICES

Les caractéristiques requises des navires dépendent de la mission à accomplir dans le cadre de cette OC. Une description des différentes missions possibles et des caractéristiques minimales requises des navires sont définies ci-dessous :

9.1 Déglacage, navigation dans les glaces et assistance aux navires dans les eaux couvertes de glace (l'assistance aux navires exclut le remorquage),

Le premier principe d'une navigation dans les glaces réussie est de maintenir la liberté de manœuvre des navires; une fois qu'un navire est pris dans les glaces, il dérivera ou sera emporté par celle-ci. Le capitaine du navire doit posséder les connaissances et l'expérience nécessaire en matière de navigation/opération dans les eaux couvertes de glace, conformément à l'alinéa 8.2 b ci-dessus et, à ce titre, être capable d'assurer l'entretien des voies pour permettre un passage sécuritaire aux autres navires et de prévenir les embâcles. L'offrant doit se référer aux documents sur les pratiques de navigation dans les glaces du paragraphe 3.3 ci-dessus.

9.1.1 Escorte des navires dans les eaux couvertes de glace (tous les secteurs)

Approche recommandée lorsqu'un navire est coincé dans les glaces et ne peut plus opérer. L'offrant devra :

- Vérifier la dérive des glaces pour déterminer comment libérer le navire
- Libérer le navire des glaces
- Réduire la pression sur la coque
- Lorsqu'un navire est en mouvement, mais qu'il a du mal à naviguer dans des eaux couvertes de glace, il faut lui dégager un passage pour lui permettre de poursuivre sa route en toute sécurité.

9.1.2 Déglacage - Voie maritime du Saint-Laurent (secteur de Montréal, secteurs des Grands Lacs parties inférieure et supérieure)

Opérations de déglacage dans la voie maritime du Saint-Laurent pour réduire les possibilités d'embâcles, ouvrir de nouvelles voies/traces si nécessaire, y compris l'entretien des voies/traces existantes et des chenaux.

9.1.3 Déglacement - Pont de Trois-Rivières (secteur de Trois-Rivières)

La glace ralentit près du pont de Trois-Rivières lorsqu'elle entre en contact avec les piliers de pierre du pont. L'offrant devra au minimum faire:

- S'assurer que la glace s'écoule sous le pont en passant sous le pont entre les différents piliers
- Libérer la pression et briser les accumulations de glace
- Élargir le chenal/trace entre le pont et le Port Saint-François
- Veillez à ce qu'il n'y ait pas de brèches dans les chemins coupés le long du littoral où la glace pourrait s'accumuler.

9.1.4 Déglacement - Ports de la baie des Chaleurs (secteur de la baie des Chaleurs)

Une attention particulière doit être accordée aux zones potentielles autour des quais et des ports de la région de Shippagan et de Caraquet, ainsi qu'aux autres ports de la région, où du déglacement de ports et des escortes peuvent être nécessaires. Les offrants doivent indiquer les zones dans lesquelles ils pourront potentiellement opérer dans ce secteur, en prenant en considération la limitation en tirant d'eau, ainsi que de la largeur des chenaux. L'offrant doit se référer au document de la GCC intitulé Navigation dans les glaces en eaux canadiennes.

L'offrant devra au minimum faire:

- S'assurer que la glace circule autour des quais et des ports
- Libérer la pression et briser les accumulations de glace
- Élargir les trace dans la glace de navigation
- Veiller à ce qu'il n'y ait pas de brèches dans les voies de passage le long du littoral où la glace pourrait s'accumuler
- Escorter les navires.

9.2 Placement et dépannage/entretien des bouées

Les Services à la navigation maritime, de la Garde côtière canadienne, déterminent les aides à la navigation nécessaire pour assister les navires à naviguer en toute sécurité sur nos voies navigables. Le programme profite aux bateaux de plaisance, aux bateaux de pêche et aux navires commerciaux, et garantit à la population le droit à la navigation. Les Services à la navigation maritime (SM) de la Garde côtière canadienne (GCC) ont pour mandat de garder les eaux accessibles en fournissant des aides à la navigation, en développant les voies navigables et en protégeant les eaux navigables.

Description générale du travail :

- L'offrant doit utiliser l'équipement et la main-d'œuvre possédant la pleine capacité pour répondre au(x) besoin(s) de placer ou repositionner les bouées à une position conformément aux exigences requises en utilisant un DGPS selon la demande de la GCC
- Vérifier les lanternes, la position et l'intégrité de la bouée
- Remorquez la bouée vers une zone sûre ou le plus proche possible de sa position annoncée et changer de lanterne si nécessaire.

9.2.1 Exigences relatives au navire et à l'équipement

L'offrant doit fournir à l'équipage, au navire ou au groupe de navires, tous les équipements nécessaires au placement/mouillage et au dépannage des bouées ciblées notamment :

- a) Carte de données de bouée. Il peut être requis du navire de s'approcher des bouées et par conséquent opérer près des bandes ou de récifs ;
- b) Le navire pourra devoir naviguer dans les glaces pour entretenir/investiguer les bouées ;

9.2.2 Rapport et signalement des déficiences aux aides à la navigation

L'offrant pourrait devoir confirmer la position d'une bouée. Si la bouée est hors position, l'offrant en informera la GCC dès que possible afin qu'un AVNAV puisse être émis et ainsi permettre à la GCC de corriger la situation.

Après avoir reçu une confirmation d'assignation du Canada par le biais du formulaire 942 de TPSGC, l'offrant doit être en mesure de répondre aux assignations pour remédier aux interruptions de service, qui seront communiquées par le centre des opérations régionales (COR).

L'offrant ne doit pas ouvrir les trous d'homme des bouées, car la bouée peut contenir des gaz combustibles/inflammables qui pourraient mettre en danger la vie des travailleurs.

L'offrant doit informer le plus rapidement possible le bureau des Avis à la Navigation AVNAV le plus proche de toute anomalie (par exemple, panne, hors position, etc.). Après avoir reçu une confirmation d'assignation du Canada par le formulaire TPSGC 942, et une fois la tâche assignée par le COR, l'offrant doit fournir une estimation du temps nécessaire pour effectuer la réparation, si elle ne peut être faite immédiatement, donner les raisons des retards.

L'offrant doit informer l'officier des opérations dédié aux aides à la navigation lorsque l'aide a été remise en fonction.

9.2.2.1 Placement et déplacement des bouées par remorquage

Conformément aux niveaux de service définis à la section 7 pour le placement des bouées et leur déplacement par remorquage, l'offrant doit être en mesure de fournir les types de services suivants :

- a) placement de bouées
- b) remorquage de bouées
- c) vérification de positions des bouées
- d) repositionnement des bouées

9.2.2.2 Dépannage/entretien des bouées

Conformément aux niveaux de service définis à la section 7 pour les activités de dépannage des bouées, après confirmation par le Canada au moyen d'un formulaire TPSGC 942, l'offrant peut avoir à fournir les services suivants :

- a) remplacement de bouées
- b) vérification et/ou le repositionnement d'une bouée
- c) vérification ou le remplacement d'une lanterne (pour les bouées lumineuses)
- d) vérification ou le remplacement d'une chaîne ou d'une ancre
- e) récupération d'une bouée dans la zone de travail de l'offrant
- f) toute autre tâche relative aux bouées dans l'eau

Pour les activités de dépannage, à la suite d'un rapport de défaillance d'une bouée, l'offrant peut avoir à intervenir dans les délais prévus par les niveaux de services ou dans un délai jugé raisonnable par la GCC (conditions météorologiques). Le délai d'intervention après confirmation par le Canada au moyen d'un formulaire TPSGC 942, est de 48 heures pour toutes les bouées visées.

L'offrant peut avoir à changer des composantes au besoin pour maintenir le bon fonctionnement des feux et des bouées, y compris enlever d'anciennes composantes et remplacer par de nouvelles comme les lanternes, les ancrages et les matières réfléchissantes.

9.2.2.2.1 Déglacage des parois et structures des bouées

La glace s'accumule souvent sur les bouées et la réaction doit être assez rapide pour empêcher que les bouées ne se déplacent de leur position ou de couler/s'enfoncer sous les glaces. Le navire doit être capable de naviguer/opérer dans des eaux couvertes de glace. Ces interventions peuvent impliquer :

- a) L'enlèvement de glace sur la structure de la bouée. Cela doit être fait de manière à éviter d'endommager la bouée. Le navire doit s'approcher des bouées et donc opérer près des bandes ou de récifs.
- b) Il peut être amené à naviguer dans les glaces.
- c) L'offrant doit confirmer la position de la bouée, lorsque celle-ci est replacée à sa position annoncée.
- d) Déplacement de bouées selon les demandes du Canada

Nota. La signification des termes suivants est :

- Enlèvement de bouées : À la demande du Canada, l'offrant doit remorquer la bouée indiquée vers une zone sûre, un quai, une jetée, etc. où la GCC pourra la/les récupérer
- Dépannage des bouées : à la demande du Canada, l'offrant doit vérifier la position, la lumière et/ou l'état de l'aide à la navigation ciblée
- Entretien des bouées : À la demande du Canada, l'offrant doit dégivrer/déglacer, changer de lanterne et/ou remorquer la bouée selon les directives de la GCC.

N° de l'invitation - Solicitation No.

F3059-190020/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcv022

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT
(Voir en pièce jointe)

ANNEXE B : BASE DE PAIEMENT

1^{ère} année de service : _____ au 5 octobre 2021. (Date à compléter lors de l'adjudication)

Navires de spécification A (2500 KW ou plus)

Évaluation financière : A X B = C		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6		_____ \$

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St. Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24'W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

1^{ère} année de service : _____ au 5 octobre 2021. (Date à compléter lors de l'adjudication)

Navires de spécification B (39000 KW ou plus)

Évaluation financière : $A \times B = C$		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
$C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6$		

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St.Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24'W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

2^{ème} année de service : 6 octobre 2021 au 5 octobre 2022

Navires de spécification A (2500 KW ou plus)

Évaluation financière : $A \times B = C$		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6		

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St.Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24'W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

2^{ème} année de service : 6 octobre 2021 au 5 octobre 2022

Navires de spécification B (39000 KW ou plus)

Évaluation financière : $A \times B = C$		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6		

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St. Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24'W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

3^{ème} année de service : 6 octobre 2022 au 5 octobre, 2023

Navires de spécification A (2500 KW ou plus)

Évaluation financière : $A \times B = C$		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6		

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St.Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24'W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

3^{ème} année de service : 6 octobre 2022 au 5 octobre, 2023

Navires de spécification B (39000 KW ou plus)

Évaluation financière : $A \times B = C$		
Taux horaire (A) X Nombre estimé d'heures pour l'évaluation financière (B) = total estimé (C)		
A1) Taux horaire en transit vers la destination de travail : _____\$/heure	B1) 12 h	C1) _____ \$
A2) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation dans les glaces) _____\$/heure	B2) 5 h	C2) _____ \$
A3) Taux horaire en attente d'effectuer la tâche 9.1 de l'EDT (brise-glace et navigation sur glace) _____\$/heure	B3) 6 h	C3) _____ \$
A4) Taux horaire pour effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B4) 5 h	C4) _____ \$
A5) Taux horaire en en attente d'effectuer la tâche 9.2 de l'EDT (liés aux bouées) _____\$/heure	B5) 6 h	C5) _____ \$
TOTAL ESTIMÉ POUR ÉVALUATION FINANCIÈRE :		C6) _____ \$
C1 + C2 + C3 + C4 + C5 = C6		

Zone(s) où les prix sont applicables :		Oui	Non
<i>L'offrant doit sélectionner « oui » ou « non » selon les zones pour lesquelles les services et prix sont applicables. Si des prix différents sont offerts pour certaines zones, veuillez fournir des copies additionnelles de la base de paiement en indiquant les prix et ces zones.</i>			
C01	Lake Ontario to Beauharnois - Upper Beauharnois Lock to Bay of Quinte		
C02	Lake Erie East - Eastern Lake Erie – Port Colborne/Buffalo westward to Port Stanley		
C03	Lake Erie West - Port Stanley to Sarnia, including Pelee Passage, Detroit River and St. Clair River		
C04	Lake Huron - Goderich, Sarnia, Lake Huron		
C05	Georgian Bay - Georgian and the North Channel of Lake Huron		
C06	St. Mary's River - St.Mary's River, Detour Reefs to Gros Cap Lt.		
C07	Lake Superior - All of Lake Superior excluding Thunder Bay and Duluth Harbours		
C08	Thunder Bay - Thunder Bay Harbour		
C09	Lake Superior West - Duluth Harbour		
L01	Lac St-Louis - St-Lambert to Beauharnois Canal including the South River Channel		
L02	Trois-Rivières - Grondines to St-Lambert (Montreal)		
L03	Québec - Ile Blanche to Grondines		
L04	Saguenay - Bic to Ile Blanche including the Saguenay River		
L05	Sept-Îles - 66°W to Bic		
L06	Anticosti South - From 66°W to Pte à la Renommée to 47°38'N 60°35'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W to 48°40'N 60°00'W to 49°52'N 64°31'W to 50°18'N 64°31'W		
L07	Anticosti North - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L08	Lower North Shore - From 50°18'N 64°13'W to 49°46'N 59°35'W to 51°11.8'N 57°07.5'W to Québec/Labrador border		
L09	Magdalen Islands - From 48°13'14"N 63°47'33"W along the regional boundary to 47°38'N 60°35'W to 48°15'N 62°17'W to 48°13'14"N 63°47'33"W		
L10	Gaspé/Chaleurs - From the Restigouche River eastwards to 48°13'14"N 64°25'22"W to 48°15'N 62°17'W to 49°00'N 64°24"W		
L11	The Rivers - Lac St-Louis, R. Châteauguay, R. des Prairies, R. des Milles-Iles, R. L'Assomption, Lac St-Pierre, R. Maskinongé, R.-du-Loup, R. Yamaska, R. St-François, R. Nicolet, Pont de Trois-Rivières, R. de Bécancour, R. Batiscan		
M01	Chaleur Bay (south) - Dalhousie to Birch Point (southern portion)		

<p>TOTAL ESTIMÉ DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE : _____ \$</p> <p><i>(C6 1^{ère} année) + (C6 2^{ème} année) + (C6 3^{ème} année) = Total estimé pour toutes les zones</i></p>
--

ANNEXE « C » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

C.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - f) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - g) Responsabilité de l'employeur: Pour protéger l'entrepreneur de responsabilités provenant dans la gestion et l'administration de droits statutaire ou contractuels de ses employés.
 - h) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - i) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - j) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvrir les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - k) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
 - l) Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.

ANNEXE « D » - Critères obligatoires et évaluation des offres

Toutes les exigences obligatoires suivantes doivent être remplies. Le tableau suivant sera utilisé pour valider les informations fournies par l'offrant conformément aux critères obligatoires. Il est de la responsabilité de l'offrant de fournir la documentation nécessaire qui démontre que tous les critères obligatoires sont remplis.

Critères de qualification	Description
O.1 Expérience de l'offrant	<p>L'offrant doit présenter sa société et sa structure générale dans un document d'une (1) page au minimum et de trois (3) pages au maximum, à l'exclusion des photographies et de la page de couverture tel que demandé au paragraphe 4.2.2.</p> <p>L'offrant doit également démontrer qu'il a réalisé au moins deux (2) projets similaires (ou des contrats tels que le déglacage de ports, assistance aux navires dans des eaux couvertes de glace, etc.) au cours des cinq (5) dernières années par type de service (A et B détaillés plus-bas) dans une ou plusieurs zones définies dans la présente DOC. Par définition, un projet similaire est un projet achevé qui fait partie de la liste suivante :</p> <p>A) Section 9.1 de l'Énoncé des Travaux (EDT) - Déglacage, navigation dans les glaces et assistance aux navires : Effectuer des opérations de déglacage dans les ports ou les rivières, et/ou</p> <p>B) Section 9.2 L'EDT – Placement, remorquage et dépannage/entretien des bouées : Effectuer des opérations de mise en place ou d'entretien des bouées dans un port ou une rivière, remorquer les bouées qui présentent un danger pour la navigation vers une zone sûre.</p> <p>L'offrant doit remplir et fournir les tableaux 1 et 2 tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres. Un tableau par projet et par type de service. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de vérifier les renseignements fournis.</p>
O.2 Certification (Voir section 3.0, 5.0 et 8.0 du cahier de charges)	<p>Les navires proposés par l'offrant doivent être conformes au Code ISM, détenir un certificat de Transports Canada, ainsi que toutes les certifications nécessaires pour assurer les services décrits aux sections 3.1, 5.1 et 8.0 de l'énoncé des besoins.</p> <p>L'offrant doit remplir et fournir le tableau 3 et fournir une copie de chaque certificat applicable. Pour être recevable, l'offrant doit démontrer qu'il maintient un minimum d'un navire par zone en tout temps. L'offrant doit fournir un tableau par secteur proposé conformément aux conditions de la demande de proposition.</p>
O.3 Capacité des navires (voir section 8.1 du cahier des charges)	<p>L'offrant doit démontrer qu'il peut fournir les services dans les zones où il a l'intention de s'engager à répondre.</p> <p>Pour le démontrer, les navires doivent avoir au minimum les caractéristiques suivantes :</p> <p>Section 8.1 de l'énoncé des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Pour les services de déglacage dans des glaces d'une épaisseur de 30 cm ou moins (escorte, déglacage sous les ponts, déglacage des ports, entretien des bouées ou autres services) <ul style="list-style-type: none"> i. une puissance minimale de 2 500 kW (3 350 CV) ; b) Pour les services de déglacage d'une épaisseur de glace de 30 cm et plus (escorte, déglacage sous les ponts, déglacage des ports, entretien des bouées ou autres services) : <ul style="list-style-type: none"> i. une puissance minimale de 3 900 kW (5300HP) ;

	<p>c) Capacité minimale de remorquage confirmée par un certificat de remorqueur et un certificat de remorquage valide de 20 tonnes émis par Transports Canada, ou d'une société de classification reconnue par Transports Canada</p> <p>Section 8.1.1 : Pour le placement, le déplacement par remorquage et l'entretien des bouées :</p> <p>a) Remorquage de bouées : un certificat de remorqueur et un certificat de remorquage valide (minimum de 20 tonnes) à une vitesse sécuritaire émis par Transports Canada, ou d'une société de classification reconnue par Transports Canada, pour les travaux de remorquage</p> <p>b) L'offrant doit remplir et fournir le tableau 4. Un tableau par navire.</p>
O.4 Qualifications de l'équipage (voir section 8.2 du cahier des charges)	<p>Pour être recevable, l'offrant doit démontrer que le capitaine et le chef officier du navire sélectionné doivent répondre aux critères suivants dans toutes les zones mentionnées dans la présente demande d'offre à commandes où le fournisseur propose d'offrir les services :</p> <p>a) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent être certifiés et maintenir leur certification conformément aux exigences de Transports Canada</p> <p>b) L'équipage du navire doit se conformer à la réglementation en vigueur (OMI, TC, CSA) et le Capitaine doit avoir une expérience minimale de six mois d'expérience (consécutive ou non consécutive au cours des 5 dernières années) en tant que commandant d'un navire opérant dans les eaux couvertes de glace.</p> <p>c) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour réaliser le travail assigné doivent avoir (six mois de travail dans la zone (consécutive ou non consécutive au cours des 5 dernières années)) et une connaissance locale des zones où ils seront affectés</p> <p>d) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent avoir (six mois de travail dans la zone (consécutive ou non consécutive dans les 5 dernières années)) d'expérience de navigation dans les glaces</p> <p>e) Les équipages doivent être en mesure de maintenir une capacité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, lorsque le Canada en fait la demande.</p> <p>f) L'offrant doit remplir et fournir le tableau 5.</p>
O.5 Programme de santé et sécurité	<p>L'offrant doit fournir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres et tenir à jour pendant toute la durée de l'offre à commandes un programme de santé et de sécurité pour les activités applicables dans le cadre de cette offre à commandes, conformément à la section 8.1.1d de l'EDT.</p>

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Tableau 1 - Critère O.1 Expérience de l'offrant - Déglaçage et navigation dans les glaces section 9.1 de l'énoncé des travaux

A remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre:

Projet n° 1 - Titre du projet 2 500 KW ou plus		
Nature de la prestation de services (Selon la liste au point O.1)		
Durée du projet	Début du projet	Fin du projet
Valeur du projet		
Navire remorqué (le cas échéant)		
Description du projet		
Information du client		
Nom		
Numéro de téléphone		
Adresse courriel		

N° de l'invitation - Sollicitation No.

F3059-190020/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcv022

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 1 (suite) Critère O.1 Expérience de l'offrant - Déglacement et navigation dans les glaces section 9.1 de l'énoncé des travaux

- À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre :

Projet n° 2 - Titre du projet 3 900 KW ou plus		
Nature de la prestation de services (Selon la liste au point O.1)		
Durée du projet	Début du projet	Fin du projet
Valeur du projet		
Navire remorqué (le cas échéant)		
Description du projet		
Information du client		
Nom		
Numéro de téléphone		
Adresse courriel		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Tableau 2 Critères O.1 Expérience de l'offrant - Placement, enlèvement et dépannage/entretien des bouées

section 9.2 de l'énoncé des travaux - À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2
de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre:

Projet n° 1 - Titre du projet			
Nature de la prestation de services (Selon la liste au point O.1)			
Durée du projet	Début du projet		Fin du projet
Valeur du projet			
Navire remorqué (le cas échéant)			
Description du projet			
Information du client			
Nom			
Numéro de téléphone			
Adresse courriel			

N° de l'invitation - Solicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

O.2 Certification - Tableau 3 (voir section 3.0 Documents et références de l'énoncé des exigences) À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre:

Certification du navire (pour être recevable, l'offrant doit maintenir au minimum un navire répondant à tous les critères ci-dessous à tout moment dans la zone)					
Zone : _____ (L'offrant doit identifier la zone faisant l'objet de l'offre - 1 grille par zone)	Identification du navire (nom(s) et numéro(s) d'identification, etc...)				
	Nom du navire				
Numéro de certification pour :					
a) Le navire doit être certifié, exploité, équipé et entretenu conformément aux exigences du Règlement sur la sécurité maritime de Transports Canada pour la classification du voyage du navire pendant la durée de l'OC. Voir l'énoncé des travaux, paragraphe 8.1.A					
b) Certification de compétence pour la navigation dans les eaux couvertes par le présent contrat					
c) Certificat de conformité au code international de gestion de la sécurité (ISM). Voir l'énoncé des travaux, paragraphe 8.1.D					
d) Certificat de bateau remorqueur délivré par Transports Canada					

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

O.3 Capacité du navire - Tableau 4 A (voir section 3.0 Documents et références de l'énoncé des besoins)

À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre:

Certification du navire (pour être recevable, l'offrant doit maintenir au minimum un navire répondant à tous les critères ci-dessous et en tout temps dans la zone)					
Zone : _____ (L'offrant doit identifier la zone faisant l'objet de l'offre - 1 grille par zone) L'offrant doit remplir la section ci-dessous	Identification du navire (nom(s) et numéro(s) d'identification, etc...)				
	Nom du navire				
Capacité minimale du navire					
a) Capacité du navire en KW (HP) Puissance minimale du navire de 2 500KW (3 350 hp) en kW					
b) Possède des équipements de communication pour répondre aux exigences du Système mondial de gestion de la sécurité et de la détresse (SMDSM) requis pour la zone d'action assignée	Oui ___ Non ___	Oui ___ Non ___	Oui ___ Non ___	Oui ___ Non ___	Oui ___ Non ___

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

O.3 Capacité du navire - Tableau 4 B (voir section 3.0 Documents et références de l'énoncé des besoins)

À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation de l'offre:

Certification du navire (pour être recevable, l'offrant doit maintenir au minimum un navire répondant à tous les critères ci-dessous et en tout temps dans la zone)					
Zone : _____ (L'offrant doit identifier la zone faisant l'objet de l'offre - 1 grille par zone) L'offrant doit remplir la section ci-dessous	Identification du navire (nom(s) et numéro(s) d'identification, etc...)				
	Nom du navire				
Capacité minimale du navire					
a) Capacité du navire en KW (HP) Puissance minimale du navire de 3900KW (5300hp) en kW					
b) Possède des équipements de communication pour répondre aux exigences du Système mondial de gestion de la sécurité et de la détresse (SMDSM) requis pour la zone d'action assignée	Oui __ Non __	Oui __ Non __	Oui __ Non __	Oui __ Non __	Oui __ Non __

O.2 Certification de l'équipage - Tableau 5 (voir section 3.0 et section 8.2 de l'énoncé des besoins - Documents et références de l'énoncé des besoins) À remplir tel que demandé au paragraphe 4.2.2 de l'appel d'offres pour l'évaluation l'offre :

Certification de l'équipage (pour être recevable, l'offreur doit maintenir au minimum un capitaine de navire et un premier officier répondant à tous les critères ci-dessous à tout moment dans la zone)					
Zone : _____ (L'offrant doit identifier la zone faisant l'objet de l'offre - 1 grille par zone) L'offrant doit remplir la section ci-dessous	Identification du navire (nom(s) et numéro(s) d'identification, etc...)				
Nom du capitaine					
a) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent être certifiés et maintenir leur certification conformément aux exigences de Transports Canada	Oui : Non :	Oui : Non :	Oui : Non :	Oui : Non :	Oui : Non :
b) Numéro de Certification de Transport Canada					
c) Le personnel maritime doit être titulaire de brevet valide conformément au code STCW 95. Numéro Brevet :					
d) Le capitaine doit avoir l'expérience minimale requise pour que le service soit assuré : six mois d'expérience (consécutives ou non consécutifs au cours des 5 dernières années) en tant que commandant d'un navire opérant dans les eaux couvertes de glace. Nombre de mois =					
e) Les équipes sélectionnées par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent avoir (six mois dans la zone (consécutives ou non consécutives au cours des 5 dernières années) une connaissance locale des zones où elles seront assignées. Nombre de mois =					
f) Les équipages sélectionnés par l'offrant pour effectuer le travail assigné doivent avoir (six mois dans la zone (consécutives ou non consécutifs au cours des 5 dernières années) une expérience de la navigation dans les glaces Nombre de mois =					

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 6 - Pour information seulement (- Non requis pour l'évaluation des offres)		À fournir avec le formulaire PWGSC 942 avant sa signature
Le nom et le numéro d'immatriculation du navire (l'offrant doit fournir tous les certificats avant la signature du formulaire PWGSC 942)		 Nom du navire Numéro d'immatriculation
Caractéristiques minimales du navire		
Puissance minimale du navire de 2 500KW (3 350 hp) en kW	Puissance du navire en kW (Hp)	
Force de remorquage minimale (___ Tonnes)	Capacité de remorquage en tonnes du navire proposé	
Capacité minimale des appareils de levage	Capacité en kg <i>Si plusieurs appareils se trouvent sur le navire, indiquez la plus petite capacité</i>	
Certification de l'équipage		
Capitaine du navire	Nom : 	Certification:
Chef Officier	Nom : 	Certification:

N° de l'invitation - Sollicitation No.

F3059-190020/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcv022

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE « E » - Rapport de Position et messages opérationnels

(Voir en pièce jointe)

« E » -

11.C.1 Sailing Orders**11.C.1 Ordres d'appareillage****11.C.1.3 Position Reporting –
Operational Messages****11.C.1.3 Rapport de position –
Messages opérationnels****1. PURPOSE**

The purpose of this procedure is to standardize the way operational messages are written and transmitted by Fleet in Central and Arctic Region.

Operational messages are required as per FSM Section (11.C.1) and are used to advise on operational and program status and issues affecting the activities and movements of ships, ACVs (Air cushion vehicles) and small craft of the Canadian Coast Guard, Central and Arctic Region, whether inside or outside regional boundaries.

2. RESPONSABILITIES

The Regional Director, Fleet is responsible for the application of this procedure.

The Commanding Officer is responsible for writing and sending the Coast Guard units' operational message.

The Superintendent, Regional Operations Center (ROCSup) is responsible for ensuring that vessels are reporting in accordance with this procedure and that any discrepancies, omissions or non-reporting are followed up with the vessel and appropriate actions initiated in the case of an overdue vessel.

Marine Communication and Traffic Centres are responsible for disseminating information as indicated in messages.

3. INSTRUCTIONS

An operational message shall be sent daily, by **0800(L)** and at the end of the work day or at the latest **2000(L)**. Exception: CCG Stations will send operational messages once daily by **0800(L)** (see section 3.3). An operational message will indicate the required items A through H (see section 3.2).

1. BUT

Le but de cette procédure est de standardiser la rédaction et la transmission des messages opérationnels de la Flotte dans la région du Centre et de l'Arctique.

Les messages opérationnels sont requis par MSF Section (11.C.1) pour informer les directions et les divisions qui suivent les activités ou les déplacements des navires, VCA (Véhicule à coussin d'air) et embarcations de la Garde côtière, région du Centre et de l'Arctique, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur des limites régionales.

2. RESPONSABILITÉS

Le Directeur régional, Flotte est responsable de l'application de la présente procédure.


Le Commandant est responsable de la rédaction et de l'acheminement des messages opérationnels de son unité.

Le Surintendant du Centre des Opérations régionales (S/COR) est responsable de s'assurer que les navires se rapportent en accord avec cette procédure et que toute divergence, omission ou absence de rapport soient suivie avec le navire et que les démarches appropriées soient entreprises dans le cas d'une unité en retard.

Les Centres de communication et de trafic sont responsables de transmettre l'information comme indiqué dans les messages.

3. INSTRUCTIONS

Un message opérationnel doit être envoyé chaque jour à **0800(L)** et à la fin de la journée de travail ou au plus tard **2000(L)**. Exception : Les stations GCC le feront une fois par jour à **0800(L)** (voir sec. 3.3). Un message opérationnel doit inclure les items requis de A à H (voir section 3.2).

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	1 of 9 1 de 9
Version N°	1 – 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

N° de l'invitation - Solicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Central and Arctic Region
Région du Centre et de l'Arctique

Regional procedures
Procédures régionales

11.C.1 Sailing Orders

11.C.1 Ordres d'appareillage

11.C.1.3 Position Reporting – Operational Messages

11.C.1.3 Rapport de position – Messages opérationnels

Operational messages shall be sent via e-mail. When this is not possible they shall be sent using the most reliable method via the closest MCTS centre (radio, Inmarsat, telephone, etc.)

Les messages opérationnels doivent être envoyés par courriel. Lorsque ce n'est pas possible, ils le seront à l'aide de la méthode la plus fiable via le centre SCTM le plus proche (radio, Inmarsat, téléphone, etc.)

3.1 Addresses

All Coast Guard ships, ACVs and small craft of the Central and Arctic region (herein referred to as CG vessels), shall send their operational messages to the following addresses at all times:

- ROC Montreal (Regional Operations Centre);
- Rescue Centre (JRCC/MRSC) responsible for the sector in which the ship is operating.

Include for information:

- MCTS (Marine Communication and Traffic Centre) centre responsible for the sector in which the ship is currently operating.
- For vessels operating in the Great Lakes sector include MSOC-Great Lakes (GLMSOC@dfo-mpo.gc.ca).
- For vessels operating in the St. Lawrence sector Montreal East include MSOC-East (MSOC-East@dfo-mpo.gc.ca).

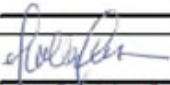
3.1 Adresses

Tous les navires de la Garde côtière canadienne, les VCAs et les petites embarcations de la région du Centre et de l'Arctique (appelés ici navires de la GC) doivent envoyer leurs messages opérationnels aux adresses suivantes en tout temps :

- COR Montréal (Centre des opérations régionales);
- Centre de sauvetage (JRCC/MRSC) responsable du secteur où l'unité opère.

Inclure pour information:

- Le centre SCTM (Services de communication et de trafic maritimes) responsable du secteur où l'unité opère.
- Pour les navires opérant dans le secteur des Grands Lacs inclure COSM-Grands Lacs (GLMSOC@dfo-mpo.gc.ca).
- Pour les navires opérant dans le secteur St-Laurent – Montréal Est inclure COSM-Est (MSOC-East@dfo-mpo.gc.ca).

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	2 of 9 2 de 9
Version N°	1 – 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

11.C.1 Sailing Orders**11.C.1 Ordres d'appareillage****11.C.1.3 Position Reporting –
Operational Messages****11.C.1.3 Rapport de position –
Messages opérationnels****3.1.1 Additional addresses must be included
for information in the following
circumstances:****When effecting Aids to Navigation
(AtoN) work (commissioning,
decommissioning, and maintenance):**

- Supervisor of the AtoN Program;
- NotShip desk (when applicable).

**When effecting Icebreaking operations
(Flood control, harbour breakouts,
escorts etc.):**

- Ice Operations Office

When effecting Arctic Operations:

- Montreal Ice Operations;
- NORDREG;
- MSOC East

**When effecting work related to
bathymetric surveys or soundings:**

- Canadian Hydrographic Services (CHS)

**When operating under the operational
orders of another region, will send
their operational messages to:**

- ROC of the applicable region

**3.1.1 Des adresses supplémentaires doivent
être incluses pour information dans les
cas suivants :****Pendant le travail d'Aides à la navigation
(mise en service, retrait et entretien) :**

- Superviseur du programme d'Aides à la navigation;
- Bureau des avis à la navigation (lorsqu'applicable).

**Pendant les opérations
déglacage (contrôle des inondations,
déglacage des ports, escorte, etc.):**

- Bureau des glaces.

Pendant les opérations de l'Arctique :

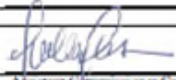
- Bureau des glaces, Montréal;
- NORDREG;
- MSOC/COSM Est.

**Pendant le travail relié aux levées
bathymétriques ou aux sondages (pose
de planches de marée) :**

- Service hydrographique du Canada (SHC)

**Pendant une navigation sous les ordres
opérationnels d'une autre région, les
messages opérationnels seront envoyés
au :**

- COR de la région applicable

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	3 of 9 3 de 9
Version N°	1 – 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

N° de l'invitation - Solicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Central and Arctic Region
Région du Centre et de l'Arctique

Regional procedures
Procédures régionales

11.C.1 Sailing Orders

11.C.1 Ordres d'appareillage

11.C.1.3 Position Reporting – Operational Messages

11.C.1.3 Rapport de position – Messages opérationnels

3.2 Operational messages will use the following items (see template in Annex 1) :

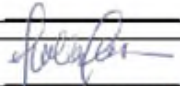
A	CCGS VESSEL NAME AND CALL SIGN;
B	DATE / TIME / POSITION*;
C	COURSE / SPEED / ETA / ETD, INCLUDE DESTINATION;
D	ACTIVITY / PROGRAM (SAR, ICEBREAKING, ATON, ETC.);
E	OPERATIONAL STATUS (INCLUDE ANY ANOMALIES AFFECTING THE AVAILABILITY OR THE CAPACITY OF THE SHIP);
F	PRESENT WEATHER CONDITIONS: WIND(DIRECTION AND SPEED), AIR AND WATER TEMPERATURE, VISIBILITY, CLOUD COVER, SEA STATE AND ICE CONDITIONS;
G	OTHER PERTINENT INFORMATION IF APPLICABLE (HELICOPTER STATUS, SHORELINE TELEPHONE NUMBERS, PASSENGERS, ETC.);
H	SIGNATURE: NAME OF THE COMMANDING OFFICER.

3.2 Les messages opérationnels incluront les items suivants (voir gabarit en Annexe 1) :

A	NOM DU NAVIRE NGCC ET L'INDICATIF D'APPEL ;
B	DATE / HEURE / POSITION*;
C	COURSE / VITESSE / HPA / HPD, INCLURE LA DESTINATION;
D	ACTIVITE / PROGRAMME (RES, DÉGLAÇAGE, AIDES A LA NAVIGATION, ETC.);
E	STATUT OPÉRATIONNEL (INCLURE TOUTE ANOMALIE AFFECTANT LA DISPONIBILITÉ OU LA CAPACITÉ DU NAVIRE);
F	CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES ACTUELLES : VENT (DIRECTION ET VITESSE), TEMPÉRATURE DE L'AIR ET MER, VISIBILITÉ, NÉBULOSITÉ, ÉTAT DE LA MER, ÉTAT ACTUEL DES GLACES;
G	AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES (STATUT DE L'HELICOPTÈRE, NUMÉROS DE TÉLÉPHONE AU PORT, PRÉSENCE DES PASSAGERS)
H	SIGNATURE: NOM DU COMMANDANT.

- *Note 1: The ship's position must be indicated in Latitude and Longitude as well as a geographic reference to the sector, port or body of water where the ship is located.
- Note 2: All messages directed to or from outside the Central and Arctic Region must indicate time in Universal Coordinated Time (UTC).
- Note 3: The Commanding Officer is only required to fill out the items applicable to the situation.

- *Note 1 : La position du navire doit être indiquée en latitude et longitude en plus de mentionner une référence géographique du secteur, port ou plan d'eau où le navire est situé.
- Note 2: Tous les messages à destination ou arrivant de l'extérieur de la région du Centre et de l'Arctique doit utiliser le temps universel coordonné (UTC)
- Note 3: Le commandant doit seulement remplir les items applicables à la situation.

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	4 of 9 4 de 9
Version N°	1 - 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

11.C.1 Sailing Orders**11.C.1 Ordres d'appareillage****11.C.1.3 Position Reporting –
Operational Messages****11.C.1.3 Rapport de position –
Messages opérationnels****3.2.1 Abbreviated Operational Message**

An operational message shall be sent when a change in the ship's status, planned activities or program occurs. If this does not coincide with the 0800L/1600L message(s), the Commanding Officer will send an abbreviated message using items **A** and **H** and any other applicable items.

3.2.1 Messages opérationnels abrégés

Un message opérationnel doit être envoyé lorsqu'un changement survient dans le statut du navire, ses activités planifiées ou son programme. Si cela ne coïncide pas avec le(s) message(s) 0800L/1600L, le commandant doit envoyer un message abrégé en utilisant les items **A** et **H** et tout autre item applicable.

3.2.2 Station Mode Operational Messages

Once daily for 0800(L) the Commanding Officer will transmit the vessel's operational message to the ROC via e-mail, or through the closest MCTS centre via the most reliable means using items **A** through **H** as applicable. Abbreviated Operational messages (see 3.2.1) shall be sent when deemed necessary.

3.2.2 Messages opérationnels pour les stations GCC

Chaque jour pour 0800(L), le commandant transmettra le message opérationnel de la station au COR par courriel ou au centre SCTM par le moyen le plus fiable en utilisant les items **A** à **H** applicable. Les messages opérationnels abrégés (voir 3.2.1) devront être utilisés en cas de nécessité.

3.4 Failure to Report

Where any vessel under the operational control of the Regional Director, Fleet, Central and Arctic Region, fails to report and cannot be contacted within a 2 hour period of the required time the Superintendent, Operations shall invoke the Fleet Emergency Management Plan (FEMP).

3.4 Navire qui omet de se rapporter

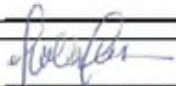
Dans le cas où un navire sous le contrôle opérationnel du Directeur général, Flotte, Région du Centre et de l'Arctique, omet de se rapporter et ne peut être rejoint dans la période de 2 heures requise, le Surintendant, Opérations devra lancer le Plan de gestion des mesures d'urgence de la flotte.

3.5 Planned Non-Operational, Demobilization or Refit periods

3.5.1 When a CG vessel begins a period of demobilization, refit or dry docking, the Commanding Officer will send a message indicating the beginning of the non-operational period with an estimated date of return to service (RTS) or date of next expected operational message.

3.5 Périodes non opérationnelles planifiées de mobilisation, démobilisation, ou entretien

3.5.1 Lorsqu'un navire de la GC entre en période de démobilisation, d'entretien ou de cale sèche, le Commandant envoie un message indiquant le début de la période non opérationnelle avec une date estimée de retour en service ou la date du prochain message opérationnel attendu.

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	5 of 9 5 de 9
Version N°	1 – 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Gârd côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

11.C.1 Sailing Orders**11.C.1 Ordres d'appareillage****11.C.1.3 Position Reporting –
Operational Messages****11.C.1.3 Rapport de position –
Messages opérationnels**

3.5.2 If during this period the vessel has a change in position, operational status or a change in the predicted date of RTS, another operational message must be sent using items A through H as applicable.

3.5.2 Si durant cette période, le navire doit changer de position, de statut opérationnel ou de date prévue de retour en service, un message opérationnel incluant les items A à H applicables doit être envoyé.

3.5.3 When the vessel returns to operational status, the procedure for the writing and sending of operational messages will resume as indicated above.

3.5.3 Lorsqu'un navire redevient opérationnel, la procédure pour la rédaction et l'envoi de messages opérationnels reprend comme indiqué précédemment.

3.6 Unplanned Non-operational periods

During unplanned non-operational periods, vessels will continue to send messages as prescribed above, unless other arrangements have been agreed to by the Superintendent, Regional Operations Centre.

3.6 Périodes non opérationnelles non planifiées

Au cours des périodes non opérationnelles, les navires continueront d'envoyer les messages prescrits ci-dessus, à moins que le surintendant, Centre d'opérations régionales n'accepte d'autres arrangements.

3.7 Confidential Communications

When a vessel carries out a Fisheries Surveillance Program, a Maritime Security Program, or any other mission considered secret or confidential, the Commanding Officer, when necessary, will communicate directly with ROC Montréal by secured telephone or fax. These vessels may also be requested to transmit their messages to other operations centres (ex: MSOC, OCC) as specified by the Program.

3.7 Communications confidentielles

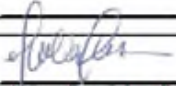
Lorsqu'un navire réalise un programme de surveillance des pêches, un programme de sécurité maritime ou une autre mission considérée secrète ou confidentielle, le Commandant communiquera directement avec le COR de Montréal par téléphone ou télécopieur sécurisé lorsque nécessaire. Ces navires peuvent aussi demander de transmettre leurs messages à d'autres centres de communications (ex: MSOC, OCC) tel que requis par programme.

3.8 Situational report concerning a Search and Rescue Mission (SITREP)

When implicated in a SAR case, Coast Guard vessels will forward sitreps to the responsible rescue centre as directed in the DFO5449 Canadian Aeronautical and Maritime Search and Rescue Manual (CAMSAR), when implicated in a SAR operation, transmit a report of the operational situation to the Rescue Centre responsible for the case.

3.8 Rapport de situation concernant une mission de recherche et sauvetage (SITREP)

Selon le MPO 5449 Manuel canadien de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes (CAMAR), lorsqu'impliqués dans une opération de recherche et sauvetage, les navires de la Garde côtière canadienne doivent transmettre un rapport de situation opérationnelle au Centre de sauvetage responsable du dossier.

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	6 of 9 6 de 9
Version N°	1 – 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

N° de l'invitation - Solicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Central and Arctic Region
Région du Centre et de l'Arctique

Regional procedures
Procédures régionales

11.C.1 Sailing Orders

11.C.1 Ordres d'appareillage

11.C.1.3 Position Reporting – Operational Messages

11.C.1.3 Rapport de position – Messages opérationnels

When SAR operational requirements take the SAR unit outside the operational limits of the tasking rescue centre, or when the unit involved is a secondary SAR unit, a copy of the SITREP must be sent to ROC Montreal for information.

Lorsque l'unité assignée est une ressource secondaire RES ou les exigences opérationnelles amènent l'unité RES à l'extérieur des limites opérationnelles de la zone du MRSC/JRCC une copie du SITREP doit être envoyée au COR Montréal pour information.

3.9 Hazardous occurrences, injuries, unsatisfactory conditions and significant near miss reports
Refer to procedure 9.B.1 of the Fleet Safety Manual (MPO-5037) 4th edition.

3.9 Rapports d'évènement hasardeux, de blessures, de conditions non satisfaisantes ou d'accidents importants évités de justesse
Référez-vous à la procédure 9.B.1 du manuel de sécurité de la flotte (MPO-5037) 4e édition.

4. DOCUMENTATION

- DFO 5449 Canadian Aeronautical and Maritime Search and Rescue Manual (CAMSAR)
- Regional manual for marine rescue operations
- Operational Guidelines – Winter Icebreaking Program Eastern Canada
- SAR zones chart
- Fleet Safety Manual

4. DOCUMENTATION

- MPO 5449 Manuel canadien de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes (CAMSAR)
- Guide régional pour les opérations de sauvetage maritime
- Guide opérationnel : programme de déglacage hivernal de l'est du Canada
- Carte des zones de recherche et sauvetage
- Manuel de sécurité de la flotte

Effective date En vigueur le	2017/11/06	Signature : 	Page	7 of 9 7 de 9
Version N°	1 - 2017/11/06	Approved by Julie Gascon, Assistant Commissioner Canadian Coast Guard Approuvée par Julie Gascon, Commissaire adjointe Garde côtière canadienne	Document N°	11.C.1.3

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

11.C.1

Annexe 1



A. MESSAGE OPÉRATIONNEL

NGCC xxxx Indicatif d'appel

CELLULAIRE (xxx) xxx-xxxx IRRIDIUM 011-xxxx-xxxx-xxxx

Station/navire (xxx) xxx-xxxx Sat # xxx-xxx-xxxx

Télécopieur (xxx) xxx-xxxx

Adresse	COR Montréal : Montrealops@dfo-mpo.gc.ca	Date
Information		

B. Heure / Position	Heure, Port, latitude, longitude				
C. Cap / Vitesse / HPA / HPD (Destination)					
D. Activité / Programme					
E. Statut opérationnel du navire					
F. Météo	Vent	-			
	T _{air}	T _A :	°C	T _E :	°C
	Visibilité				
	Nébulosité	X/8	Baro		
	Temps présent				
	État de la mer				
	Glace				
G. Autres informations	Statut de l'hélicoptère, changement d'équipage, opérations zodiac, numéros de téléphone supplémentaires, etc.				
H. Signature	Xxxx Xxxx, Commandant.				

Transmission

Méthode : Courriel/téléphone/radio	Station :	
Par : Initiales	Heure :	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F3059-190020/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv022
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

11.C.1

Annex 1



A. OPERATIONAL MESSAGE
CCGS xxxx Call Sign

CELLULAR (xxx) xxx-xxxx IRRIDIUM 011-xxxx-xxxx-xxxx
Station/ship (xxx) xxx-xxxx Sat # xxx-xxx-xxxx
Fax (xxx) xxx-xxxx

Address	ROC Montreal : Montrealops@dfo-mpo.gc.ca	Date
Information :		

B. Time / Position	<i>Time, Port, latitude, longitude</i>				
C. Course / Speed / ETA / ETD (Destination)					
D. Activity / Program					
E. Vessel Operational Status :					
F. Weather	Wind	-			
	T _{air}	T _A :	°C	T _W :	°C
	Visibility				
	Cloud Cover	X/8	Baro		
	Present Wx				
	Sea state				
	Ice				
G. Other information	<i>Helicopter status, Crew change, FRC ops, additional telephone numbers etc.</i>				
H. Signature	<i>Xxxx Xxxx, Commanding Officer.</i>				

Transmission

Method : <i>E-mail/telephone/radio</i>	Station :
By : <i>Initials</i>	Time:

N° de l'invitation - Sollicitation No.

F3059-190020/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F3059-190020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCV-9-42124

Id de l'acheteur - Buyer ID

qcv022

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F » - EXIGENCES DES RAPPORTS

Veuillez fournir les rapports concernant l'offre à commandes actuelle au Responsable de l'offre à commandes

Rapport**Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)**

Offrant : _____

Période de référence : du _____ au _____

Non du département / Client : _____

Offre à commandes		Numéro Offre à commandes		OC date début (ddJ/mm/année)			OC date fin (dd/mm/année)	
Valeur totale à ce jour (\$)		Valeur totale pour la période de référence (\$)		Date de début de la période de référence (dd/mm/année)			Date de fin de la période de référence (dd/mm/année)	
Département	Numéro de l'ordre	Description du produit	No Pièces (si applicable)	Quantité	Unité	Date	Date de livraison	Valeur

Signature : _____

Date (AAAA-MM-JJ) : _____

